

Un front commun contre l'intolérance

L'extrême droite ne cesse de gagner du terrain. Que ce soit dans les urnes, dans les médias ou dans les mentalités, le discours simpliste de ceux qui prônent l'égoïsme et la haine de l'autre se répand comme une véritable gangrène. Comment les organisations syndicales, porteuses des valeurs de solidarité et de progrès social réagissent-elles face à cette montée d'une idéologie qui prend d'ailleurs aussi les syndicats pour cibles? Pour le savoir, nous avons soumis aux responsables des 2 grands syndicats belges 6 questions. Voici les réponses de Claude Rolin, secrétaire général de la CSC et d'André Mordant, président de la FGTB.



André Mordant, président de la FGTB :
« Construire une société solidaire »



« La CSC est intolérante avec l'intolérance » explique Claude Rolin, secrétaire général de la CSC

Comment votre organisation se positionne-t-elle face au Vlaams Belang et au FN?



Le prolongement politique de notre syndicat relève de la compétence du MOC. Dans le cadre de celui-ci, nous avons opté pour le pluralisme politique : ce qui signifie que le prolongement politique de notre action se retrouve au sein des partis démocratiques porteurs de nos valeurs à savoir aujourd'hui : Ecolo, le PS et le cdH (et plus particulièrement au sein de celui-ci la démocratie chrétienne). Dans ce cadre-là, nous sommes farouchement opposés aux partis d'extrême droite et nous luttons pour contrer la propagande de l'extrême droite et de la droite en général.

FGTB Les statuts (art.44ter) apportent une réponse claire à la question : « Il n'y a pas de place à la F.G.T.B. pour des idées et des comportements

racistes, sexistes, xénophobes ou fascistes. L'affiliation à la F.G.T.B. est incompatible avec l'adhésion à des partis et mouvements d'extrême droite ».

Considérez-vous que l'adhésion au Vlaams Belang ou au FN est incompatible avec le fait d'être membre de votre organisation? Quelles sont les actions concrètes que vous avez menées pour combattre ces partis? En terme de formation et de mise à l'action des militants, qu'est-ce que votre organisation propose/fait?

FGTB C'est bien sûr incompatible, comme précisé ci-dessus. Les différentes composantes de la F.G.T.B. (centrales, régionales, interrégionales) sont à l'origine de multiples initiatives, qui vont de la manifestation à la publication de brochures en passant par des campagnes d'affichage et des formations syndicales... Certaines de ces actions sont portées par la F.G.T.B. seule. D'autres se font en collaboration avec d'autres

mouvements.



La CSC a décidé et confirmé à chaque Congrès depuis 1994 qu'il y a incompatibilité totale entre la prise de responsabilité syndicale et une appartenance à un parti d'extrême droite (ou à tout autre groupe poursuivant des objectifs antidémocratiques ou racistes).

Sont exclues de la CSC :

- les personnes qui assument des responsabilités ou autres dans un groupement d'extrême droite
- les personnes qui participent à des activités ou manifestations organisées par l'extrême droite
- les personnes qui font de la propagande à l'intérieur ou à l'extérieur de l'entreprise pour l'extrême droite
- les personnes qui posent des actes racistes ou qui organisent des discriminations racistes.

Formation et actions : le thème de l'extrême droite et de la lutte contre le racisme fait l'objet de modules de formation dans toutes nos organisations. Ce thème a aussi fait l'objet d'un « tronc commun de formation » à l'ensemble des militants. Outre nos propres outils de propagande et de sensibilisation à la lutte contre l'extrême droite, nous organisons régulièrement des actions et sensibilisations publiques sur ce thème : c'est notamment une priorité d'action dans certaines fédérations et chez les jeunes CSC. La CSC s'associe également à toute initiative d'autres organisations poursuivant les mêmes objectifs qu'elle en la matière.

Pensez-vous que le Vlaams Belang et le FN soient les seuls partis à exploiter politiquement le racisme? Où mettez-vous le seuil de ce qui est inacceptable?

FGTB Le racisme est toujours inacceptable : aucun seuil de tolérance n'est envisageable. Mais il ne faut pas non plus crier au racisme à propos de tout et n'importe quoi, dès qu'il est fait allusion à l'existence d'un quelconque problème lié à la coexistence de communautés d'origines différentes.



La CSC est intolérante avec l'intolérance : est inacceptable tout acte discriminatoire envers la population allochtone. En ce sens, les positions de partis qui auraient tendance à s'aligner sur les positions des partis d'extrême droite sont condamnables. Il en va de même avec les femmes ou hommes politiques qui veulent briser le cordon sanitaire dressé autour de ces partis d'extrême droite.

Le Vlaams Belang est aujourd'hui le second parti politique en Flandre et le premier parti politique flamand à Bruxelles. Après le meurtre raciste

d'Anvers et dans la perspective des élections communales, il y a un appel à un sursaut et à l'adoption de nouvelles mesures. Que compte faire votre organisation?



www.csc-en-ligne.be

Respecter à la lettre les décisions prises à l'encontre de nos propres membres, intensifier notre sensibilisation au problème dans les entreprises et partout où nous sommes présents et enfin proposer des pistes contre les discriminations que subissent les personnes dans les entreprises (notamment à l'embauche et dans l'organisation du travail)



Poursuivre et amplifier ce qui est en cours, un nouveau pic devant être atteint à l'occasion des élections communales. Les initiatives sont nombreuses mais diverses car elles ont la volonté de « coller » au maximum aux réalités du terrain. Le communiqué, relatif à la manifestation « Le chagrin d'Anvers et des Anversoises », en est un exemple parmi bien d'autres :

La FGTB fédérale a ainsi souscrit pleinement à l'appel lancé par sa section régionale d'Anvers – en commun avec CGSLB et la CSC de la région anversoise – pour participer à la manifestation silencieuse organisée le 26 mai 2006.

Vendredi 26 mai, a défilé un cortège silencieux protesta dans les rues d'Anvers en commémoration de Mohamed Bouazza (le jeune garçon retrouvé mort dans l'Escaut) et des victimes de la fusillade de jeudi passé, Luna Drowart, Oulemata Niangadou et Songül Koç. Ce cortège silencieux protest dans la dignité contre toutes les formes de violence dans notre société et se prononça pour une ville tolérante.

Les trois syndicats demandèrent à tous leurs affiliés participant à cette action de s'habiller en blanc pour exprimer ainsi leur indignation

et leur solidarité. Ils demandèrent aux travailleurs qui n'ont pas fait le pont ce 26 mai de se montrer solidaires en portant un brassard blanc pendant leurs heures de travail.

On dit que Vlaams Belang et FN se nourrissent essentiellement du sentiment d'insécurité. Or, ce sentiment dépend pour une grande partie de l'insécurité sociale réelle. La montée de l'extrême droite peut-elle être perçue comme une défaite du syndicalisme?



Il est clair que l'insécurité sociale est la cause de bien des problèmes que connaissent nos sociétés. Il y a trente ou quarante ans, les travailleurs étaient persuadés que leurs enfants vivraient mieux qu'eux. Parents et enseignants pouvaient dire : « si vous étudiez, vous aurez un bon métier ». Ces certitudes ont aujourd'hui volé en éclats. Hier, on fermait les usines qui perdaient de l'argent. Aujourd'hui, on ferme ou délocalise les entreprises dont le taux de profit est inférieur à des normes de plus en plus folles : un banquier citait récemment 25 %. Les pensions, les allocations de chômage et de maladie ont « décroché » des salaires et le risque de pauvreté est réapparu.

Cette évolution, à laquelle s'ajoute l'impression d'impuissance face à une économie mondialisée et à la perte des repères culturels traditionnels dans des sociétés « ouvertes » explique sans doute, au moins partiellement, la montée de l'extrême droite qui, comme la montée des intégrismes religieux, est – aussi – une défaite de la pensée. Le syndicalisme n'est pas un pouvoir, c'est un contre-pouvoir. Il n'est pas responsable de l'organisation de l'économie. Il essaye de l'infléchir. Les moyens dont disposent les syndicats ne sont pas comparables à ceux des sociétés transnationales dont les chiffres d'affaires dépassent les budgets de nombreux pays.



La question est provocatrice mais qui peut décevoir : ignorer le combat que mènent les organisations syndicales pour lutter contre l'insécurité sociale, pour le maintien d'une sécurité sociale forte et solidaire pour tous, pour le relèvement des minimas sociaux de toutes les allocations, pour l'accès pour tous aux soins de santé, pour une politique des médicaments correcte etc., etc.?

Que les partis d'extrême droite se nourrissent de l'insécurité est une chose que l'on ne peut ignorer : les propositions de la CSC en matière de renforcement des services publics notamment auraient peut-être intérêt à être mieux diffusées.

Les syndicats sont régulièrement la cible des partis extrémistes, quels sont leurs reproches les plus fréquents et comment y répondez-vous? Et comment informez-vous vos affiliés de cette situation?



En région francophone, les reproches que l'extrême droite fait aux syndicats sont assez flous ou même parfois contradictoires. Faut-il s'y arrêter pour démontrer par exemple toute l'importance de voir les syndicats payer les allocations de chômage avec tout ce que cela comporte de conseils judicieux et de réponses, avec tous les moyens dont dispose notre organisation, à des situations de détresse?

Les cabinets des ministres n'engagent que très peu de personnes d'origine étrangère.



EMR

Pour l'information des affiliés, comme dit plus haut, des dossiers de sensibilisation sont régulièrement publiés et évidemment les pages de nos périodiques francophones (500.000 lecteurs) sont largement ouvertes à des articles de réflexion ou de sensibilisation à ce phénomène.

FGTB Les syndicats sont la cible de tous ceux qui, partis politiques, presse écrite et audiovisuelle, lobbys patronaux, financiers... s'inscrivent dans « la pensée unique ». Leur volonté de poursuivre la marche vers le progrès social entamée à la fin du 19^{ème} siècle est assimilée à de l'arc-boutage sur les « avantages acquis », l'expression « avantages acquis » ayant, pour ceux qui

l'utilisent, une connotation injurieuse. Comme si vouloir préserver les services publics, les niveaux de revenus, les assurances sociales, bref, tout ce qui rend la vie vivable, était mauvais en soi.

Laisser supposer que les syndicats sont responsables de la montée de l'extrême droite n'est pas non plus innocent.

Dire « qu'un autre monde est possible », que trop d'individualisme tue l'individu, que l'impôt, qui doit être juste, c'est-à-dire être progressif et toucher tous les revenus, n'est pas un mal, mais est indispensable pour construire une société solidaire où les plus faibles ne sont pas laissés sur le bord de la route, fait partie de la mission de base des syndicats et de leur rôle de tous les jours.